

**J.A. 1000 Lausanne 1**

Hebdomadaire romand  
N° 478 30 novembre 1978  
Seizième année

Rédacteur responsable:  
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc  
Abonnement  
pour une année : 48 francs.

Administration, rédaction :  
1002 Lausanne, case 2612  
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1  
Tél. 021 / 22 69 10  
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :  
Rudolf Berner  
Claude Bossy  
Jean-Daniel Delley  
Jean-Claude Favet

478

# Domaine public

## La méthode coué du Vorort

*La crise. Vous avez dit la crise? Claqué alors comme un coup de fouet la réponse du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, plus communément appelé le Vorort, tout court: économie de marché!*

*Mais attention, pas n'importe quelle économie de marché! Le Vorort vous précise aussitôt dans quelles conditions une véritable économie de marché peut fonctionner valablement. Nous citons: "Outre une politique de stabilisation efficace, il faut un approvisionnement en argent et en crédit tenant compte des besoins de l'économie, un régime fiscal et un climat général propices aux investissements, des coûts de production favorables, des mesures pour empêcher les débordements et les excès de l'Etat-providence, la renonciation à des réglemens perfectionnistes, un système de formation bien aménagé et, d'une manière générale, un climat politique propre à inspirer la confiance; une grande importance doit être attachée à une politique libérale en matière de commerce extérieur".*

*Et plus radicalement encore, toujours selon le Vorort: "Il faut dire de la manière la plus nette que le rétablissement et le maintien du plein emploi, la stabilité de la monnaie, l'équilibre des relations économiques extérieures et une croissance économique suffisante sont des conditions indispensables pour assurer l'avenir de l'économie de marché".*

*Bref, un mot d'ordre et un credo: "Il faut que les partisans de l'économie de marché reprennent l'offensive. Cela ne leur sera pas difficile, puisque ce système est supérieur à tous égards à tout autre modèle concevable sans exception. Aux appels au changement, nous opposons un appel à la consolidation et à l'amélioration de notre régime".*

*Et pour terminer le petit bréviaire du partisan de l'économie de marché, revu par le Vorort:*

*L'économie de marché est "une économie ouverte parce que chacun, quelle que soit son origine, y trouve des chances de réussir".*

*L'économie de marché "offre un degré élevé de souplesse et permet ou même impose l'adaptation des activités économiques à de nouvelles exigences".*

*L'économie de marché se caractérise "par une large décentralisation des pouvoirs de décision": "le pouvoir n'y est pas concentré dans les mains d'une seule personne ou dans quelques rares bureaux, il est au contraire largement réparti".*

*L'économie de marché, plus que tout autre système économique, offre une large part de liberté, "et les travailleurs ne sont pas les derniers à en profiter".*

*On croit rêver. Et pourtant tout le dernier rapport annuel (1977/1978) du Vorort est de la même eau.*

*Sous quel système économique la Suisse a-t-elle vogué jusqu'ici pour aboutir à la dépression actuelle, caractérisée notamment par une diminution massive des places de travail et un exode des centres de production? Sortons-nous juste d'une longue période autoritaire où l'économie planifiée régnait en maîtresse abusive et castratrice? Ou plutôt d'un règne de ce même Vorort, s'appuyant sur une majorité politique bourgeoise et tablant sur des normes constitutionnelles consacrant les principes même de cette "économie de marché" qu'on prétend imposer comme un remède à la "crise". Pour reprendre le bréviaire de l'économie de marché: cette dernière, telle que la voit le Vorort, n'a-t-elle pas aussi permis jusqu'ici, la consécration des privilèges d'une minorité aux dépens des "chances de réussite de la majorité"? ne se révèle-t-elle pas aujourd'hui incapable, sans extravagants sacrifices des travailleurs qui perdent leur emploi, émigrent, doivent abandonner le bénéfice de leur expérience professionnelle, de faire face aux conditions nouvelles du marché international? n'a-t-elle pas pro-*

**SUITE ET FIN AU VERSO**

# La méthode coué du Vorort

voqué et fortifié une imposante concentration des pouvoirs économiques et financiers (1), amenant des déséquilibres régionaux et sociaux qui ne datent pas de la "crise"? n'a-t-elle pas servi à justifier depuis des années, et au nom de son "libre jeu", tous les blocages au progrès social, la diminution du temps de travail hebdomadaire pour citer un exemple parmi d'autres?

Mais voilà, tout en se plaignant amèrement

des critiques faciles en des temps difficiles (avec une pointe, comme il se doit, contre les moyens de communication de masse: "on a l'impression que dans certains organes de la presse et pour une part à la télévision, les critiques rencontrent plus de sympathie que ceux qui incarnent l'économie de marché et la défendent"), le Vorort s'en tient à ce syllogisme inouï: l'économie de marché, le meilleur système économique, ne provoque pas de difficultés; or nous traversons des difficultés "qu'il faut prendre au sérieux"; donc pour aplanir ces difficultés et pour revenir à la normale, rétablissons l'économie de marché!

Pas question d'établir des liens de cause à effets entre la crise actuelle, "l'économie de mar-

ché" et la position dominante du Vorort.

Alors on trouve des "coupables" où on peut, en première ligne bien sûr les facteurs mondiaux de la récession, excès inflationnistes et crise du pétrole, mais aussi la puissance des syndicats, les interventions abusives des gouvernements dans les lois de marché (voyez, dans la foulée, le Vorort "accueillir avec satisfaction et appuyer" le paquet de mesures décidées dernièrement par la Banque Nationale: il y a des interventions qu'on tolère et d'autres pas...).

Et le Vorort de proposer à ses partisans une ligne stratégique: "A la thèse qui prétend que l'économie a échoué, opposons donc celle qui

## Plans socialistes à gogo

De tous côtés fleurissent, dans les rangs socialistes, ces derniers quinze jours, des propositions pour une "autre" politique économique. Manque encore la mise en évidence des "relais" politiques qui permettront l'examen sérieux des projets, puis le passage à leur réalisation. N'importe: une alternative de gauche est en train de prendre corps en fait de gestion économique et financière. Quelques rappels.

1. Le Parti socialiste suisse publie un dossier intitulé "les emplois menacés par la place financière". Les dangers, "grosso modo": la hausse du franc, la nouvelle révolution industrielle (avènement des micro-ordinateurs) et l'aggravation des disparités régionales. Un accent principal: revivifier une politique de l'emploi, et ceci sur trois pôles, la relance d'une part de la participation des travailleurs aux décisions dans l'entreprise (fermetures, faillites, chômage), une meilleure répartition du volume de travail ensuite (horaires réduits et vacances allongées), une croissance économique, enfin, fondée

sur la qualité de la vie et tenant compte des contingences régionales (relance sélective de l'économie, mesures en faveur des régions les plus touchées, des catégories de travailleurs les plus défavorisées et des petites et moyennes entreprises, contrôle de la puissance économique).

D'où un certain nombre d'interventions, dont les différentes initiatives actuellement en cours, mais aussi des décisions au chapitre de l'âge de la retraite, de la semaine de travail, des transports publics, entre autres.

2. Le Parti socialiste genevois lance un "manifeste pour une politique économique" proposant entre autres une réorganisation de l'Office des poursuites (il devrait pouvoir faciliter le sauvetage des entreprises), la gestion paritaire des caisses de compensation AVS, la création d'une agence cantonale de financement industriel, la mise sur pied d'un groupe d'étude conjoncturel tripartite; les socialistes genevois se prononcent également pour une "saine collaboration" entre l'industrie et l'Université, demandent que les entreprises de travail temporaire soient soumises aux conventions collectives de travail, proposent des allègements fiscaux

pour les petits contribuables (relance de la consommation intérieure) et prennent une nouvelle fois position en faveur d'une diminution des horaires hebdomadaires de travail.

3. Le Parti socialiste neuchâtelois, lui, adopte une résolution particulièrement nette sur la politique économique au niveau cantonal et fédéral (condamnation de la politique de "stricte orthodoxie libérale" voulue conjointement par la majorité des Chambres fédérales, le Conseil fédéral, la Banque Nationale et le patronat; condamnation également des excès et des abus de la place financière suisse et du surdéveloppement du système bancaire).

Il s'agirait en priorité de:

Renoncer à diminuer les déficits publics pour envisager au contraire une augmentation des dépenses de l'Etat afin de contribuer à la relance et de soutenir l'activité des entreprises travaillant pour le marché suisse.

Supprimer la concurrence fiscale intercommunale, lutter plus résolument contre l'évasion et la fraude fiscale.

Instituer un contrôle à la frontière des capi-

*attribue l'échec à la politique; les mauvaises orientations de l'économie ont fréquemment pour cause des atteintes aux principes fondamentaux de l'économie de marché". Le patronat n'est pas allé chercher bien loin son bouc émissaire; mais au fait, la "politique", qui en a fait depuis toujours une de ses spécialités, sinon le Vorort?*

1) A la découverte des grands trusts suisses, on peut maintenant lire en français le très précis et fascinant ouvrage de François Höpflinger, "L'Empire suisse", dont nous avons signalé la parution en allemand il y a près de deux ans (aujourd'hui aux Editions Grounauer). La récolte systématique d'informations sur les principales entreprises helvétiques menée par le sociologue zurichois a inspiré la plupart des ouvrages de "décryptage" de la réalité suisse parus depuis lors. Pour aller directement à la source, un achat indispensable!

taux voulant entrer en Suisse et une surveillance des crédits bancaires.

S'opposer aux concentrations de capital renforçant les centres les plus développés, et instituer des politiques vigoureuses et amples de développement régional.

Mettre en application immédiatement un nouveau programme de relance économique, principalement dans les domaines des économies d'énergie, du développement des énergies nouvelles, de la protection de l'environnement, de l'aménagement du territoire.

Réaliser des sociétés d'économie mixte au niveau fédéral et dans les cantons, pour favoriser la diversification et l'innovation dans les entreprises (nouveaux emplois).

Augmenter considérablement l'aide aux régions dont l'économie est menacée, et aux industries de ces régions; en particulier développer un programme de soutien à la recherche appliquée et au développement de nouveaux produits dans les domaines de la microtechnique et de la microélectronique. Réintroduire la surveillance des prix des produits importés; étendre et généraliser le système de garantie des risques de change à l'exportation.

## POINT DE VUE

### En passant par mes neurones avec mes sabots

Vu une affiche, parfaitement banale, proclamant sommairement (en allemand): "Une fourrure — c'est naturel". Rien de plus. Et présentant une tête féminine engoncée dans une tourte de poils de je ne sais quel animal.

Vraiment très banal.

Aussi banal que le fait banal que la quasi banale totalité des bestioles à fourrure menacées de disparition banale sont, justement, victimes d'une chasse télécommandée, en bout de ligne de tir, par les couturiers-fourreurs et leurs clientes à chien-chien obèse. Moi, banalement, toutes les fois que je croise une femme portant zibeline, martre, vison, ocelot, renard bleu, léopard, veau, vache, cochon, couvées, je me récite à mi-voix: "toi, salope, je te souhaite seulement de te faire violer par tous les bouts et par douze régiments de tirailleurs sénégalais, histoire que tu te rendes un peu compte de ce qu'ont dû supporter les bestioles coincées dans les pièges à mâchoires et dont grâce à ton sale fric pourri, tu portes les dépouilles sur ta carcasse de vieille pute infecte."

Je me dis ça. Mais tout s'explique. C'est parce que je suis un personnage particulièrement grossier, primaire et mysogine. Hélas. Trois fois hélas. J'ai pas été éduqué, juste nourri.

\* \* \*

Quand vous achetez un doubleur de focale pour vos objectifs de photo, sachez que, le pouvoir résolvant étant directement proportionnel à l'ouverture relative, votre doubleur va donc vous manger quasi 50 pour cent du

pouvoir séparateur. Mais ça, personne ne vous le dira. Surtout pas les fabricants et les autres encore moins que les fabricants.

Tous des vendus.

Heureusement que je suis là pour rétablir la vérité.

\* \* \*

La compagnie d'assurances La Neuchâteloise voit grand. Elle s'est non seulement installée à l'entrée Est de Neuchâtel, dans un énorme bâtiment d'une laideur parfaitement moderne, elle a encore décidé de le climatiser de bas en haut. Résultat: le raccordement électrique du dit bâtiment est prévu pour une puissance installée de plus de 6 MW. Or 6 MW, c'est à peu près le 10 pour cent de la charge moyenne du réseau cantonal tout entier (la charge "de pointe" se situe entre 100 et 150 MW).

Le bâtiment de la Neuchâteloise? Il se trouve même des gens de l'ENSA (Electricité neuchâteloise SA) pour trouver ça tout à fait scandaleux.

Quand on vous disait que la consommation d'électricité des ménages ne cessait d'augmenter...

\* \* \*

Les organisations internationales n'ont bientôt plus qu'une seule fonction et qu'un seul but: se ridiculiser.

Exemple tout frais: l'Unesco, avec une histoire loufoque à propos d'une histoire invraisemblable à propos de déclaration fumeuse sur l'information. Un galimatias total. La Suisse, semble-t-il, n'a pas marché comme un seul homme dans cette ubuesque comédie.

Toto Aubert serait-il en train de sortir du coma de ses illusions?

On s'interroge.

Gil Stauffer

## Bruits de bottes dans le Réduit

Un commandant de corps qui quitte son poste avant l'âge de la retraite, sans attendre la désignation de son successeur, ce n'est pas habituel. Qui proteste publiquement contre les motifs avancés par le Département militaire pour expliquer son départ et finit par invoquer enfin les 170.000 hommes qui se tiennent derrière lui (!) pour appuyer ses dires, cela sent vraiment la poudre.

Le colonel Georg Reichlin s'est donc expliqué dans la presse. Le Département militaire fédéral et le chef d'Etat-major général Senn également. Apparemment les causes et le sens du conflit sont connus. Pour le commandant démissionnaire du corps d'armée 3, le plan-directeur 80 porte un mauvais coup aux troupes alpines. On lui retire trois bataillons d'exploration, puis cinq bataillons de fusiliers, ce qui constitue 12 pour cent des troupes combattantes, pour renforcer

les corps d'armée de campagne, par la création notamment de compagnies antichars équipées de Dragons au niveau des bataillons de fusiliers. Et cela sans améliorer sensiblement en contrepartie les moyens de feu et de déplacement à disposition du 3e corps d'armée.

En outre, la Commission de défense militaire, qui comprend sous la direction du chef du Département militaire les commandants de corps et le chef de l'armement, hésite à proposer au Conseil fédéral le candidat de Georg Reichlin au poste de chef d'Etat-major du 3e corps d'armée. Malgré l'appui du gouvernement schwytois, malgré les atouts démocrates-chrétiens dont il dispose, le colonel Fritz Husi, schwytois comme Reichlin, n'a pas encore l'âge, ni peut-être toutes les compétences de commandement pour devenir brigadier aux yeux des responsables militaires, échaudés par l'affaire Jeanmaire, et tenus de respecter plus strictement qu'auparavant les règles d'avancement.

Georg Reichlin, dont le caractère explique peut-être la valse des chefs d'Etat-major au 3e corps d'armée depuis sa prise de com-

mandement en 1975, se fâche, puis finit par claquer la porte, accusant Rudolf Gnaegi de ne pas faire le poids face à la majorité des membres de la Commission de défense militaire.

### Un plan, c'est un plan

Le chef d'Etat-major général de répondre qu'il doit faire appliquer le plan-directeur 1980, dont l'adoption en 1975 n'avait pas provoqué de réactions de la part de Georg Reichlin.

Ce plan met notamment l'accent sur le renforcement des moyens antichars des divisions de campagne. En raison de la diminution des effectifs—10 000 hommes, presque une division, disparaîtront en élite jusqu'en 1985 — et de l'introduction de l'antichar Dragon, il faut dissoudre des unités existantes ailleurs. Malgré cela, le corps alpin restera le plus important des quatre corps d'armée avec 34, 66 pour cent des effectifs (contre 35,56 pour cent actuellement) et 200 pièces d'artillerie mobile sur 800.

Certes, les 200 tubes de l'artillerie de forte-resse sont à remplacer, certains datant de

### COURRIER

## Après Zwentendorf : plus jamais comme avant

*Les Autrichiens ont donc dit non à la centrale nucléaire de Zwentendorf. A une faible majorité. On peut dire que c'est un peu par hasard. La marge de quelques dixièmes de pourcent aurait pu être dans l'autre sens. Il aurait suffi peut-être d'un discours de plus ou de moins, d'un temps plus ou moins favorable le jour du vote, d'une compétition sportive à la télé. Peu de chose pour faire une grande différence!*

*Les Autrichiens ont probablement eu beaucoup de chance que le hasard ait fait pencher la balance du côté du "non". Si le "oui" l'avait emporté, on serait retombé dans la routine usuelle*

*avec échange d'arguments non moins usuels, et même usés: qu'on est obligé d'utiliser le nucléaire parce qu'il faut bien recourir à toutes les ressources disponibles pour parer à la sacrosainte augmentation de nos "besoins" en énergie, qu'on a déjà dépensé beaucoup d'argent pour le nucléaire et qu'on ne peut pas laisser tomber ça sans catastrophe économique, que le nucléaire permet la substitution du pétrole par une ressource non-renouvelable venant de l'étranger, que les sources renouvelables comme le solaire ou le biogaz ne sauraient en aucune manière prendre la relève rapidement et ne peuvent couvrir que quelques malheureux pourcents de nos immenses besoins d'ici la fin du siècle, que le nucléaire est dangereux ou ne l'est pas, qu'il est rentable ou ne l'est pas etc... Toutes ces balivernes sont maintenant ba-*

*layées, au moins pour les Autrichiens. Le gouvernement a même décidé que Zwentendorf, c'était fini-bouclé puisque le peuple n'en a pas voulu. Pas de mise en route en catimini ou pour de fumeuses raisons juridicopolitiques... C'est au pied du mur que l'on reconnaît le maçon. En Autriche, on distingue maintenant le pied du mur. On a réussi à le débarrasser des feuilles et détritiques qui le recouvraient. Au boulot!*

*On va enfin pouvoir développer les alternatives en y croyant. Les développer parce qu'on les veut vraiment, parce qu'on sait qu'on va en avoir besoin. On va pouvoir donner à la lutte contre le gaspillage un aspect positif et sérieux. On sera motivé pour le faire puisqu'on n'aura plus de sirènes nucléaires pour nous dire qu'un peu de gaspillage, comme le chauffage électri-*

soixanté ans en arrière, et les troupes d'intervention manquent de moyens de transport rapides, notamment d'hélicoptères, mais tout cela est un problème d'argent, difficile à résoudre actuellement. Le corps alpin est effectivement plus touché que les autres, mais au profit d'une réorganisation où prime l'efficacité de l'armée entière.

Dans sa lutte pour défendre l'intérêt particulier de son corps d'armée Georg Reichlin a fait intervenir les gouvernements des cantons intéressés, il a mené une petite guerre solitaire à la Commission de défense militaire; il doit s'incliner devant les conséquences des décisions d'ensemble prises par l'autorité politique.

### La fin d'un mythe

L'affaire Georg Reichlin a fait plus de bruit outre Sarine que dans les journaux romands. Elle mérite pourtant considération. D'une certaine façon elle marque — symboliquement — la fin du Réduit national, auquel la plupart des Suisses croient encore comme à l'article premier de notre défense nationale.

La conception de 1966, mais plus encore le plan-directeur 1980 ont achevé de réduire nos Alpes neigeuses à la loi commune. Elles ne sont plus qu'une région comme une autre que l'armée doit défendre jusqu'au bout. "Empêcher des poussées ennemies au travers du secteur alpin. Couvrir les arrières et les flancs des corps d'armée de campagne. Dominer une partie du secteur alpin pendant une longue durée", telle est la mission du 3e corps d'armée au terme du plan-directeur 1980.

L'image du Réduit avait eu un effet mobilisateur et une portée politique durant la Seconde guerre mondiale (A défaut de juger du Réduit en termes militaires, ce que nous n'avons heureusement pas été obligés de faire). Elle garde encore un certain impact, sur lequel le bouillant chef du 3e corps d'armée a probablement cru pouvoir compter. L'effet relativement limité de sa démission prouve à tout le moins que la Suisse n'est plus entièrement dans le Réduit.

Mais d'un autre côté les plaintes de Georg Reichlin attirent l'attention sur le fossé qui

existe aujourd'hui entre les missions données à l'armée, la doctrine d'engagement des troupes (redéfinies notamment dans le plan-directeur 1980) et les moyens existants, fossé aggravé par la crise des effectifs.

Tout se passe comme si, pour une fois, faute de canons et d'avions, les stratèges qui préparent la guerre pour nous, avaient à revendre de l'imagination et de la créativité. Au point de rendre un peu irréaliste la lecture des documents officiels lorsqu'on sait l'effectif et l'état exact des moyens qui existent réellement.

Enfin, on reproche à Georg Reichlin d'avoir mis dans son jeu des gouvernements cantonaux, des partis politiques, d'avoir prononcé des conférences et ouvert son cœur à la presse. Ce reproche avait déjà été adressé à d'autres officiers, dans le passé, coupables d'avoir osé donner ouvertement leur avis. Ce reproche étonne, dans une armée de milice. Et peut-être que les déclarations personnelles des officiers supérieurs feraient moins de bruit et de scandale si l'armée cessait de cultiver, comme l'une de ses grandes traditions, le secret pour le secret.

*que des locaux, après tout ce n'est pas si grave puisque le nucléaire peut produire tellement d'énergie.*

*On pourra se permettre de faire une classification des besoins. Distinguer entre les besoins fondamentaux, les applications secondaires, le luxe et finalement le gaspillage. On pourra donc établir des priorités sur une base honnête et logique.*

*On passera la centrale de Zwentendorf par pertes et profits. Ça fera peut-être 200 balles par Autrichien. Et alors? on s'en remettra. On arrive bien à se remettre du vilipendage d'argent que représentent les dépenses d'armements.*

*Et on va pouvoir créer tout un tas de postes de travail pour faire des capteurs, des digesteurs,*

*de la bricolé en tous genres à l'échelle humaine. On pourra même y recycler les ingénieurs nucléaires. Du boulot pour tout le monde et du boulot plus marrant que de se promener en habits de martien et avec le sérieux du chat qui caque à la recherche d'évasifs neutrons dans et autour de centrales nucléaires.*

*Veinards ces Autrichiens.*

*Nous, pendant ce temps, on pédalera derrière eux. On continuera à décider dans de doctes assemblées (GEK) le pourcentage de nos "besoins" auquel auront droit en l'an 2000 les différentes méthodes de production d'énergie. On continuera à donner le peu d'argent que l'on dépense pour la recherche sur les énergies renouvelables, comme le solaire ou le biogaz, à ceux qui auront le mieux fait preuve de leur scepticisme à l'égard de ces énergies-là. On*

*continuera à investir beaucoup d'argent dans la recherche sur le nucléaire dont on nous dit pourtant que les problèmes sont résolus. On continuera à installer des énormes tuyaux très coûteux pour distribuer un gaz naturel dont on sait déjà qu'il ne pourra nous aider que pendant un temps très limité. On continuera à chercher à grand frais du pétrole et du gaz dans la terre pour ne renvoyer que de quelques années un pénurie de fuel parfaitement inéluctable.*

*On continuera à perdre temps et argent.*

*La prochaine échéance pour arrêter, ou tout au moins freiner ce gaspillage imbécile est fixée au 18 février 1979. Peut-être aurons-nous autant de chance que les Autrichiens.*

**Pierre Lehmann**

## Nestlé : les opposants boivent du petit lait

Depuis la petite phrase du juge bernois, il y a deux ans déjà, en juin 1976 — “Si Nestlé veut s'épargner à l'avenir le reproche d'un comportement immoral et inéthique, elle doit modifier son style de publicité” —, depuis ce procès qui était conclu par la condamnation des membres du Groupe de Travail Tiers Monde (300 francs d'amende chacun), le mouvement de contrôle public des activités des multinationales spécialisées notamment dans la nourriture pour bébés n'a cessé de s'étendre. En 1977, c'était la fondation, aux Etats-Unis, de l'INFACT, Infant Formula Action Coalition, dont l'objectif était d'influencer les producteurs de lait américains ainsi que Nestlé.

Grâce à des enquêtes systématiques le Groupe de Travail Tiers Monde est régulièrement à même de donner des précisions sur les méthodes publicitaires de Nestlé dans le monde entier. Son diagnostic de novembre: “(...) Nestlé n'a pas suspendu sa publicité pour l'alimentation artificielle destinée aux nourrissons, au contraire cette publicité est devenue plus fine et plus dangereuse. La publicité frappante dans les mass media a été réduite, bien qu'elle soit encore assez largement répandue. Aujourd'hui la publicité directe se fait avant tout dans les hôpitaux et par l'offre d'aliments Nestlé pour nourrissons qui saute aux yeux dans la plus lointaine des régions. Suivant l'exemple de ses concurrents de l'industrie pharmaceutique, Nestlé concentre de plus en plus ses efforts de publicité sur le personnel hospitalier, publicité moins facilement saisissable. Les conseillers auprès des mères se nomment maintenant “représentants des firmes” et s'adressent davantage aux médecins et aux infirmières”. Et d'analyser la situation aux Philippines, en Malaisie, en République dominicaine, au Venezuela, en Afrique du Sud (publicité pour le lait Nan de Nestlé: “A partir de maintenant,

papa peut offrir à bébé tout ce que le lait de maman contient de nutritif”) (voir le dernier bulletin d'information du groupe de travail, novembre 1978 — adresse utile: case postale 1007, 3001 Berne).

Les procès qui, aux Etats-Unis, ont ponctué la mise à jour des abus sur le marché du lait pour nourrissons dans le tiers monde ont relativement eu peu d'échos de ce côté-ci de l'Atlantique; il reste qu'un boycottage de Nestlé par les consommateurs américains est en cours, dont le point culminant a été, le 3 novembre dernier, le vote d'une résolution (280 voix contre 2) par les délégués du Conseil américain des églises, dont la teneur “in extenso” vaut la peine d'être connue, pour apprécier à la fois la netteté de la prise de position et le degré d'engagement des églises en question:

“il est décidé que l'assemblée des délégués du Conseil national des églises

1) demande à Nestlé S.A. de suspendre la publicité pour le lait pour nourrissons dans les régions où les conditions économiques et sociales mènent à un mauvais usage du lait artificiel qui menace la santé et le bien-être des nourrissons,

2) appuie le boycottage de Nestlé S.A., de

*Méthodes d'investigation à l'américaine. La première question posée par Edward Kennedy, président (pour une sous-commission du Sénat américain) une série de “hearings” sur le problème du lait pour nourrissons: “Un produit, dont l'utilisation exige de l'eau potable, de bonnes installations hygiéniques, un revenu familial suffisant et des parents sachant lire les instructions, peut-il être utilisé correctement et sans risques dans des pays, où l'eau est polluée, où les eaux d'égouts passent dans les rues, où la pauvreté et l'analphabétisme sont répandus?” C'est ce qui s'appelle ne pas tourner autour du pot (à lait)! Dans un tel climat, on conçoit que la diatribe de M. Oswaldo Ballarin, président de Nestlé-Brésil, et servant*

ses produits, ainsi que des produits et prestations de ses filiales, jusqu'à ce que Nestlé ait changé son style de publicité et que le boycottage soit abandonné,

3) fait appel aux églises-membres, pour qu'elles étudient l'affaire qui touche à la mission de l'église, et qu'elles prennent les mesures qui leur semblent appropriées,

4) enjoint aux sections, commissions et organes du Conseil national des églises de se tenir au boycottage et d'examiner comment les objectifs de ce boycottage pourraient être soutenus au mieux,

5) fait appel à tous les chrétiens et autres personnes de bonne volonté de participer au boycottage de Nestlé, pour exprimer ainsi leur souci de la santé et du bien-être des enfants de familles pauvres,

6) fait appel au gouvernement des Etats-Unis, pour qu'il encourage l'allaitement dans le cadre de ses programmes d'aide au développement dans le pays même et à l'étranger et pour qu'il refuse tout soutien à la distribution du lait pour nourrissons dans les régions où les conditions économiques et sociales pourraient en empêcher un usage sûr et correct.”

Le boycottage s'étendra-t-il en Europe? On

*aux enquêteurs une de ces litanies politico-mystiques qui font encore tout juste mouche dans les débats télévisés helvétiques, ait fait crouler de rire l'assemblée: “La Nestlé américaine m'a fait remarquer, tentait donc d'expliquer le représentant de la multinationale, que leurs enquêtes avaient clairement montré qu'il s'agissait là d'une attaque indirecte, de ces critiques contre le système économique du monde libre; une organisation ecclésiastique mondiale, dont l'objectif déclaré est de miner le système de l'économie libre de marché, est à la tête de ces activités” (réplique de Kennedy: “Vous ne vous attendez certainement pas à ce que nous prenions cela au sérieux”).*

est loin en tout cas du point final satisfait dont le PDG de Nestlé, Arthur Furer, croyait pouvoir gratifier son personnel, aux lendemains du procès de Berne, en ces termes (circulaire du 2 juillet 1976): "J'ai fait il y a deux ans une enquête dans tous les marchés concernés pour savoir si les méthodes de publicité impliquées pouvaient être critiquées ou — pour utiliser les mêmes termes que les accusés — considérés comme immorales. Si j'avais trouvé que ce reproche était fondé, j'aurais tout de suite supprimé tout ce qui ne pouvait pas se défendre (...) J'ai pu constater que les méthodes appliquées étaient des méthodes normales et courantes, comme elles sont utilisées à travers le monde par les fabricants de tels produits (...) J'ai donné des instructions pour qu'on persévère dans cette voie".

RECU ET LU

## La nouvelle histoire suisse

Dans le "Tages-Anzeiger für Stadt und Kanton Zurich" daté du samedi 24 novembre 1928: "Hier matin, 10 minutes avant sept heures, l'employé de verrerie K.D. (49 ans), père de huit enfants, comme il se croyait poursuivi par un groupe de grévistes, a tué net d'un coup de revolver, dans le dépôt des trams de la Burgwies, le réparateur de trams Anton K. (né en 1895) sans enfant, qui lui barrait le passage. D. a été tenu en respect par la police, désarmé et arrêté".

Dans le magazine du "Tages-Anzeiger" du week-end dernier Alexander J. Seiler situe précisément cet épisode tragique de la lutte

ouvrière à Zurich, reconstitue la scène et donne vie aux protagonistes. Encore une contribution précieuse d'un de ces "nouveaux historiens" à la recherche du passé suisse récent. Remarquable.

Dans le même numéro du supplément hebdomadaire du TA, outre une somme très complète sur Bob Dylan, le deuxième volet d'une enquête sur les relations très étroites entre le travail et la santé.

— L'objectif immédiat du "Journal du Valais" (tous les détails sur le budget quotidien dans son édition du 23 novembre): pour survivre et paraître le 1er janvier prochain, les animateurs de la coopérative d'édition doivent obtenir 6000 réabonnements de soutien à Fr. 200.— et 4000 réabonnements annuels à Fr. 95.— (adresse utile: "Journal du Valais", 3 rue Chanoine Berchtold, 1951 Sion).

SOUS LA COUPOLE

## La chasse aux électeurs est ouverte

Nul doute qu'une certaine tension pré-électorale gagnera encore du terrain pendant la session d'hiver des Chambres fédérales qui démarre ces jours-ci. Encore quelques semaines, et la classe politique helvétique entrera tout à fait dans cette période curieuse qui précède les élections parlementaires, où les véritables décisions se font rares (voir ces projets fiscaux qui s'embourbent), et surtout si elles risquent de mécontenter une partie de l'opinion, où se multiplient en revanche les coups de gueule qui peuvent valoir à leurs auteurs quelques coups de projecteur de bon rapport.

Le PS en tête

Lundi passé, le "Tages Anzeiger" donnait en quelque sorte le départ à cette course aux suffrages en publiant un sondage désor-

mais traditionnel sur la cote d'amour respective des partis représentés sous la coupole fédérale (enquête menée par Isopublic du 18 au 31 octobre; dans la population interrogée, 78 pour cent de Suisses alémaniques et 22 pour cent de Romands, 51 pour cent de femmes et 49 pour cent d'hommes, un tiers de personnes âgées de plus de 55 ans, un tiers en dessous de 34 ans et un tiers entre 34 et 55 ans).

Classement immuable

La première question: "D'après vous, quelle formation verra sa représentation renforcée après les prochaines élections au Conseil national?". Comme toujours depuis 1975 (sondages annuels), le Parti socialiste est en tête, assez largement même, devant dans l'ordre, les radicaux, les démocrates-chrétiens, l'Union démocratique du centre (en baisse), les indépendants, les libéraux. Son de cloche à peu près pareil lorsqu'on demande à ces Suisses et à ces Suissesses à quel parti ils donneraient de préférence leur voix: Par-

ti socialiste 34 pour cent, radical 21 pour cent, démocrate-chrétien 20 pour cent, Union démocratique du centre 7 pour cent, indépendant 7 pour cent, libéral 2 pour cent, évangélique 1 pour cent, Parti du travail 2 pour cent et Organisations progressistes 2 pour cent (les "nationalistes" disparaissent de la scène, au moins sous une étiquette partisane fermement marquée).

Il y a quatre ans, cette préconsultation électorale avait donné pratiquement les mêmes résultats... et les socialistes n'étaient pas parvenus à faire le plein des voix que les sondages leur promettaient, tandis que les formations bourgeoises redressaient quelque peu la situation au dernier moment. Comme si les sondages avaient servi à point nommé d'avertissement pour des électeurs tentés par la gauche, mais bien sûr réfractaires à un bouleversement de la scène politique suisse.

PS. Le travail original du "Tages Anzeiger" s'accompagne de graphiques qui laissent apparaître une impressionnante progression socialiste depuis un an.

# Femmes et utiles

Cette illustration du marché du travail féminin, sous la forme d'un entrefilet paru dans le TCS, revue de la section genevoise, et qui vaut la citation, "in extenso".

"Considérant les frais d'instruction élevés et la durée en général relativement courte durant laquelle les agentes de la gendarmerie exercent leur fonction, un député se demandait s'il valait la peine de continuer le recrutement.

"Au début de l'année prochaine, l'effectif des agentes sera de 35 unités. L'effectif légal est de 40 unités. Les agentes étant incorporées aux écoles de formation de la gendarmerie et suivant les mêmes cours que les aspirants, leur formation n'entraîne pas un surcroît de dépenses. Dès qu'une école est organisée, les frais fixes restent les mêmes, quel qu'en soit l'effectif. Seul le coût de l'habillement et de l'équipement est à prendre en considération: il est actuellement de 5400 francs par agente.

## BAGATELLES

Dans le cadre de la campagne pour la police fédérale de sécurité, la "Neue Zürcher Zeitung" n'a pas manqué de dresser la liste de tous les actes de terrorisme ayant secoué la Suisse depuis 1969 (attentat El Al): un bilan plutôt maigre pour M. Furgler; à peine une demi-colonne de faits divers, une dizaine de dates, trois en 1970, une en 1971, une en 1972, deux en 1975 et deux en 1977; et encore, les critères de choix ont été larges.

\* \* \*

Ce commentaire de Roger Germanier dans le "Nouvelliste" sur la désignation, par le Parti socialiste valaisan, de Mme Françoise Vannay, comme candidate à la succession de M. Arthur Bender au Conseil d'Etat valaisan: (...) "Mme Vannay, de Torgon, député du district de

"A ce jour, 60 agentes ont fonctionné à la brigade. 29 ont démissionné, dont 21 avant 5 ans et 8 après 5 ans d'activité. Les motifs de démission sont généralement d'ordre familial (mariage, maternité).

"Depuis le 1er novembre 1976, les agentes ont repris tous les carrefours réglés précédemment par des agents (moins de 10 carrefours). Elles sont également chargées des constats d'accidents avec dégâts matériels et effectuent divers travaux administratifs, déchargeant ainsi leurs collègues masculins.

"En conclusion, on peut dire que les agentes constituent une unité indispensable au sein du corps de police et l'effort de recrutement doit se poursuivre".

Bref, si nous comprenons bien: *elles* ont bien quelques défauts constitutifs d'ordre familial, mais tout de même *elles* déchargent les agents mâles, tout en ne coûtant pas plus cher, malgré ces inévitables coquetteries vestimentaires; tout bien pesé, on les garde, rompez, c'est une faveur.

Monthey, professeur de l'enseignement secondaire, illustre ainsi, une fois de plus, que le parti socialiste valaisan n'a 'd'"hommes" que chez les femmes. Ces propos ne sont pas empreints de misogynie, mais seulement aveuglés d'évidence". A tout prendre, que préférerait le lecteur: un commentateur misogyne ou un commentateur aveugle?

\* \* \*

Avez-vous terminé "Pipes de terre et pipes de porcelaine" — Souvenirs d'une femme de chambre en Suisse romande, 1920-1940, publiés par Luc Weibel — ces impressionnants "souvenirs" de Madeleine Lamouille ("en place" chez les Barbey à Valeyres puis chez les Weibel à Genève) que la rédaction de DP est unanime à vous recommander? Alors vous pourriez enchaîner, ne faisant qu'un saut par dessus la frontière franco-suisse, avec la somme

(publiée chez Hachette 1978) de Pierre Guiral et Guy Thuillier intitulée "La vie quotidienne des domestiques en France au 19e siècle". La conclusion des auteurs, qui rejoint "grosso modo" celle de l'émission "Ouvertures" diffusée à la fin du mois de septembre dernier par la Télévision romande sous le titre "Militer ou subir": quelques femmes dans l'histoire ouvrière en Suisse romande": "Maria à la place de Marie, Dolorès au lieu de Bécassine, Aïcha et non plus Rose, mais les choses, les comportements, les réflexions, les plaisanteries ont-ils vraiment changé?". Des domestiques "indigènes" aux domestiques étrangers.

## Lamentation de Dieu

O soleil désolé  
sur la patrie perdue  
Géraniums de la mort  
Le fleuve de l'absence  
baignait le pied des tours  
La haute solitude  
mourait comme une fleur  
intouchée Les oiseaux  
piquaient des souvenirs  
dans le brasier éteint  
de nos lits sans amour  
Dieu lui-même le soir  
disait: "Je n'en peux plus  
de vos approches vaines  
Je ferme la maison"  
Le lac au loin brillait  
Jamais on n'avait vu  
journées aussi sereines

Georges Haldas